

Burkina Faso : Programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS)

Appui aux communes pour le renforcement de la Cohésion Sociale et la mise à disposition de services sociaux de base de qualité

Défi

Près de la moitié de la population au Burkina Faso vit en dessous du seuil de pauvreté. L'accès aux services sociaux de base n'est pas toujours aisé dans les zones rurales. A travers la décentralisation, le gouvernement burkinabè vise à ce que le développement de ses prestations soit conçu par les collectivités territoriales de concert avec les communautés locales. Le but étant d'accroître la participation politique et socio-économique de la population. Cependant, les communes ne disposent pas suffisamment de capacités techniques et financières pour conduire les actions de développement.

L'approche

Dans un contexte marqué par l'insécurité, le programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS) vient appuyer le processus de décentralisation au Burkina Faso. Lancé en avril 2021, il renforce son appui par l'accompagnement de la cohésion sociale. Il succède au Programme Décentralisation et Développement Communal (PDDC) exécuté de janvier 2005 à mars 2021. Le PDCS intervient dans 4 domaines.

La Cohésion sociale : Le PDCS accompagne le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) et les communes partenaires dans la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de Cohésion Sociale. Au niveau central, déconcentré et décentralisé, les capacités des acteurs et actrices sont renforcées afin de consolider la paix. Grâce à un accompagnement, les communes partenaires mettent en œuvre des mesures de cohésion sociale et de Prévention de l'Extrémisme Violent (PVE) à travers l'approche LNOB (Ne laisser personne pour compte).



Nom du programme	Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS)
Commettant	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Organisme d'exécution	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Zone d'intervention	Région de l'Est et du Sud-Ouest, 30 communes partenaires
Organisme de tutelle	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
Durée totale	Phase I: 04/2021-03/2024
Volume financier	8 000 000 000 €

Démocratie locale : Le programme appuie les enfants et jeunes des communes partenaires. Ces filles et jeunes femmes élaborent et implémentent des projets pour promouvoir le développement local. Par ce fait, elles font valoir leurs droits à la participation et au renforcement de la démocratie au niveau local.

Les communes seront accompagnées en vue d'inclure les mesures identifiées par des enfants et des jeunes dans la planification communale. Les communes seront également accompagnées dans la promotion de la transparence et la reddition des comptes, par l'opérationnalisation des mécanismes de plainte indépendants au niveau local. Un accent est mis sur la promotion d'un accès égal et non discriminatoire afin de renforcer la participation de tous les groupes de personnes et de populations et les plus défavorisé*es en premier.



Photo de gauche :
Participation - Assemblée
de zone © GIZ
© GIZ

Photo de droite : Formation
de femmes leaders en
techniques de prise de
parole en public
© GIZ



Ronald Redeker
Conseiller Technique Principal
ronald.redeker@giz.de

Photo de gauche : Le maire de Gaoua pendant une émission radio interactive avec la population
© GIZ

Photo de droite : Agent de recouvrement de redevance pour occupation du domaine public, ville de Fada.
© GIZ

Accès aux services de base : Le programme accompagne le renforcement de capacités des acteurs et actrices locaux en vue de rendre les services et les infrastructures communales de base dans les secteurs de la santé, de l'eau ou de l'éducation inclusifs et accessibles à tous et toutes. Pour la prise en compte des besoins de la population, surtout les plus défavorisé/e/s, des comités d'utilisateurs des infrastructures communales, représentant leurs intérêts, seront installés.

Recettes propres : Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) et le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) bénéficient d'un appui conseil et technique pour développer et accélérer la digitalisation de certains impôts et taxes communaux aux fins de faciliter et de sécuriser le recouvrement. Au niveau local, les communes et les services déconcentrés des finances sont accompagnés dans l'accroissement des recettes propres sur la base du potentiel fiscal analysé et des plans d'actions dans l'objectif d'accroître les dépenses communales d'investissement dans les services communaux de base.

Les résultats attendus

- 108 (60%) des 180 employé/e/s formés du MATD et ses services déconcentrés sont capables de prendre en compte les

aspects LNOB dans la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de cohésion sociale.

- Dans chacune des 15 communes partenaires, la cohésion sociale est renforcée à travers une mesure concertée et dérivée du plan d'actions de la stratégie nationale de cohésion sociale.
- Les enfants, les jeunes (filles et garçons) ont initié et mis en œuvre dix (10) idées pertinentes de développement avec l'accompagnement des autorités communales.
- Les populations de 20 communes partenaires sont satisfaites des solutions accordées par les autorités communales à leurs plaintes/préoccupations exprimées à travers des mécanismes de plaintes fonctionnels.
- Les services techniques déconcentrés en charge des secteurs eau, santé et éducation accompagnent les collectivités territoriales à rendre les services et les infrastructures communaux de base inclusifs, non discriminatoires et accessibles à tous et toutes.
- 120 comités d'usagers sont fonctionnels et capables de défendre les intérêts des personnes marginalisées dans les secteurs eau, santé et éducation d'ici fin 2023.
- Le recouvrement des recettes propres est amélioré à travers des plans d'actions tenant compte des couches vulnérables, et leur sécurisation et traçabilité au moyen d'un système digital est expérimenté. Dans la finalité, les investissements dans les services sociaux de base sur fonds propres sont améliorés.

Publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
65760 Eschborn
Allemagne
T : +49 (0)6196 79-1175
F : +49 (0)6196 79-1115
Auteur Programme PDCS
Mise en page GIZ
Situation Burkina Faso
Mise à jour Aout 2021
Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
Mandaté par Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement

Adresses postales des deux sièges du BMZ
BMZ Bonn
Dahlmannstraße 4
53113 Bonn
Allemagne
T : +49 (0)228 99 535-0
poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de
BMZ Berlin
10963 Berlin
Allemagne
T : +49 (0)30 18 535-0